

## La fin de l'utopie libérale

Par Mathieu Detchessahar, professeur à l'Université de Nantes (1).



Ces dernières semaines marquent la fin d'une séquence historique, ouverte au début des années 1980, qui avait vu la victoire totale du libéralisme. Même ses deux ennemis historiques, socialistes et conservateurs, s'y étaient convertis ! L'utopie libérale posait que le libre marché, la croissance et la consommation suffisent à bâtir une société pacifique. Elle conduisit au recul de l'État, l'effacement des frontières et l'abandon de la culture nationale, vus comme autant d'obstacles au développement du commerce. Après la crise financière de 2008 et les attentats de 2015, tout nous pousse à réévaluer leur importance.

La crise financière a été la première à nous alerter ! Alors que nous conduisons depuis plus de vingt ans des politiques visant au désengagement de l'État de l'économie (privatisation, dérégulation...), c'est pourtant ce même État que l'on dut appeler à la rescousse pour faire face à la crise. Il garantit les passifs, renfloua les banques, nationalisa temporairement des entreprises pour stopper la spirale dépressive. On redécouvrait les vertus de l'intervention étatique.

De même, nous redécouvrons aujourd'hui les vertus des services publics. Après avoir lancé, en 2008, la réduction du nombre des fonctionnaires dans la police, la justice et l'armée, voilà que l'on annonce une hausse des recrutements dans tous ces ministères qui ne parviennent pas à faire face à la menace terroriste...

L'utopie libérale avait également essayé de nous convaincre que les frontières étaient des vestiges du vieux monde, celui des nations et

des particularismes culturels. Il fallait désormais laisser circuler les biens, les services et les travailleurs. Sans frontières, les fameux *subprimes*, issus de l'ingénierie financière américaine, ont pu déclencher une crise mondiale touchant même les pays dans lesquels ces produits sont interdits, la France par exemple ! En 2015, le terrorisme nous rappelle que, non seulement la paix promise n'est pas là, mais que le contrôle des frontières permet à un pays de se protéger des menaces extérieures. Désormais, il n'est question que de les rétablir !

« Il est grand temps de changer de modèle »

Enfin, puisque le libéralisme intégral entendait installer l'économie comme fondement de la société, il assigna à l'école une priorité nouvelle : professionnaliser, coller aux demandes du marché du travail. On supprima la culture générale du concours de Sciences Po (Descoings), *La princesse de Clèves* des concours administratifs (Sarkozy), on s'attaque aux langues anciennes à l'école (Vallaud-Belkacem). Dans une société qui attend de ses jeunes qu'ils « souhaitent devenir milliardaires » (Macron), pas besoin de s'encombrer de tout ça ! On découvre, aujourd'hui, ce qu'il en coûte d'avoir rompu la chaîne de la transmission culturelle et livré des jeunes sans repères aux apories de l'argent-roi ou aux fausses consolations de l'islamisme.

Il est grand temps de changer de modèle. On ne peut travailler à fonder la société sur le seul lien économique et regretter, dans le même temps, la disparition de notre culture et le déchirement du lien social... sauf à être prisonnier du paradoxe de Bossuet : « Dieu se rit des hommes qui se plaignent des conséquences alors qu'ils en chérissent les causes ».

(1) Auteur de *Le marché n'a pas de morale, ou l'impossible société marchande*, Cerf, 2015.